

Pouvoir économique et pouvoir politique

Par Alain Cotta, Paris

Le pouvoir est au cœur de l'histoire humaine. Il est, à la fois, action, verbe et rêve. Action, puisque nous n'agissons qu'à la mesure de notre pouvoir. Verbe, puisque l'exercice de tout pouvoir implique des messages, ceux que l'on se donne à soi-même, issus de notre volonté, et ceux que l'on émet pour déterminer le comportement d'autres (messages qui vont de l'idéologie jusqu'aux ordres et à la violence). Rêve, enfin, qui, diurnes ou nocturnes, ne sont sans doute pas autres que la jouissance des pouvoirs que l'on détient et la souffrance inhérente aux contraintes que nous font subir tous ceux que nous n'avons pas et qu'exercent les autres.

Entre toute organisation, entendue comme un ensemble d'êtres reliés par des réseaux de communication, mêlant leurs activités dans le but d'atteindre un ou plusieurs objectifs, et son pouvoir la relation est intime et permanente. La naissance de toute organisation implique *et* une décision préalable, c'est-à-dire un pouvoir, *et*, surtout, l'existence d'une force de cohérence qui fonde la réalité de la communauté des activités. A partir de ce moment, la vie quotidienne de l'organisation se déroule, guidée par la capacité et l'intensité de son pouvoir qui mobilise les moyens les plus aptes à réaliser les objectifs en desserrant les contraintes que lui infligent les organisations voisines. Tout système vivant, depuis l'organisme monocellulaire jusqu'à cette abstraction devenant chaque jour plus concrète qu'est l'espèce humaine, poursuit alors avec ce qui l'entoure, son environnement, un conflit qui traduit sa volonté d'expansion et les limites de son pouvoir. Cette vie quotidienne n'est, à dire vrai, qu'un moment d'une nécessaire stratégie de développement. A long terme, la stratégie qui gouverne la croissance d'une organisation n'est qu'un effort d'introspection du pouvoir lui-même, pour «épuiser ce champ des possibles» et prolonger jusqu'à son terme inéluctable son aventure. Point d'histoire qui ne soit celle des pouvoirs.

On ne saurait alors s'étonner qu'un des objets essentiels des sciences humaines ait toujours été de s'interroger sur l'origine du pouvoir. De même peut-on estimer que le développement des sciences humaines, et notamment ses spécialisations, trouve dans la diversité des modalités du pouvoir en exercice son origine et son explication.

On peut, en effet, distinguer sans effort *quatre* grands types de pouvoir. *Le premier* n'est autre que le *pouvoir économique*. Avant de le définir, il n'est peut-être pas inutile de constater que si la racine du terme pouvoir (potestas) est latine, celle des qualificatifs qui lui sont associés est grecque. Economique qualifie, à l'origine,

l'activité d'intendance et, plus précisément, celle du foyer, de la maison. Le pouvoir économique est celui qui régit les relations des hommes avec leur environnement matériel, avec le monde physique puis, celui-ci transformé, avec les biens. Il préside donc aux choix d'affectation du temps de la vie (travail, loisirs), à ceux des revenus en biens et, une fois les entreprises constituées, des biens en biens. Ce pouvoir est au cœur de toutes les décisions gouvernant la fonction de production, au sens large du terme, c'est-à-dire l'application d'un ensemble d'activités, impliquant généralement un effort, à des satisfactions dont l'origine est, souvent, dans l'existence préalable des biens.

Le second est le pouvoir politique qui naît avec la cité, c'est-à-dire lorsqu'un ensemble de foyers crée une organisation autonome distincte de chacun d'entre eux. L'émergence du pouvoir politique est indissociable de l'apparition des organisations rassemblant un nombre élevé et, vite croissant, d'individus et de «maisons». Il s'ajoute au pouvoir économique en même temps que tout homme acquiert une dimension de citoyen. Sa fonction spécifique est claire. *D'abord*, de création et de gestion de tous les biens dont l'utilisation n'est plus individuelle mais collective, à commencer par tous ceux qui permettent et incarnent la vie collective: le Temple, le Bâtiment Administratif, le Marché et le Gymnase ainsi que les communications qui les unissent avec chaque individu. *Ensuite*, de déterminer l'ensemble des nouvelles fonctions nécessaires à la vie de la Cité, puis de la Nation, de spécifier les rôles correspondant à chacune de ces fonctions et de fixer les règles et les procédures permettant aux individus de remplir ces différents rôles. La diversité des fonctions naît autant des exigences de cohérence interne que de l'obligation d'assurer la pluralité des représentations de la Cité dans tous les conflits extérieurs qui l'attendent, contre d'autres cités ou contre d'autres organisations qui, plus tard, s'imposeront à elles (la Nation pour la Cité, l'Espèce pour la Nation). La particularité de chaque procédure appelant les individus à assumer les rôles représentatifs de ces fonctions fonde les règles de droit public et constitutionnel. Ainsi, le pouvoir politique a-t-il pour mission ultime de définir les critères du choix des modes de délégation des pouvoirs de décision collective et, puisqu'il lui faut à la fois s'interroger sur la validité de ces critères et les justifier, de déterminer les règles de comportement ou «normes» de la vie individuelle au sein de l'organisation qui la contient. On est alors tout près du troisième pouvoir.

Ce troisième pouvoir est idéologique; sa fonction est de créer, de préserver et de propager un ensemble de «valeurs», souvent coordonnées au sein d'un système, afin que soient établis les principes moraux s'imposant aux comportements individuels et collectifs. Avec le pouvoir idéologique le Bien et le Mal, le Mieux et le Pire envahissent la scène où se déroulent les conflits individuels et sociaux. C'est dire que les autres pouvoirs dans leur existence et leur fonction sont aussi jugées et, notamment, plus ou moins légitimées. Aucune collectivité humaine ne saurait donc rester longtemps privée de ces agents privilégiés du pouvoir idéologique qui,

des prêtres aux griots en passant par les militants de base et les mystiques de constitution, répandent les innombrables messages de cohérence, de justification et de légitimité.

Le quatrième pouvoir est psychologique. Tout message a un contenu précis qui dépend de l'objectif poursuivi par son émetteur mais aussi des qualités supposées de son récepteur. A un pouvoir psychologique celui qui, comprenant le comportement de l'autre et les raisons de ce comportement, adopte lui-même une attitude ou un message tels que les décisions prises par cet autre soient celles qui étaient souhaitées ou, pour être plus précis, que l'écart entre les décisions souhaitées et les décisions effectives soit le plus réduit possible. Comme toute communication «sociale» finit toujours par être interpersonnelle, quels que soient l'émetteur, le message, les moyens de transmission et les objectifs poursuivis, le pouvoir psychologique ne saurait être négligé par aucun des titulaires des autres pouvoirs. Des vieux messages idéologiques aux campagnes de publicité contemporaines, en passant par l'objectivité bien connue des affrontements politiques, il n'est de différence que des modalités d'un pouvoir psychologique dont la réalité est à la fois manifeste et permanente.

La diversité des types de pouvoir ainsi définis ne fait que constituer la trame profonde des sciences sociales. Elle anime, en effet, les relations provisoires des différentes disciplines en permettant aussi bien les interconnexions et les rapprochements que la justification des tendances d'absorption ou de conquête par exclusion. Le débat n'est pas, on le sait, nouveau ni proche de sa fin, entre ceux pour lesquels le pouvoir idéologique est non seulement essentiel mais déterminant de toutes les autres formes de pouvoir et ceux pour lesquels il n'est qu'un serviteur, vite démasqué, du pouvoir économique ou politique. De même n'est-il pas évident, pour certains, que le pouvoir psychologique soit secondaire. Le charisme ne joue-t-il pas dans nos vies quotidiennes une place telle que l'on gouverne autant par sa maîtrise que par la découverte puis la proclamation des règles objectives du comportement qui conduit au bonheur?

Mais c'est le jugement sur les relations existantes entre le pouvoir économique et le pouvoir politique qui est au centre des interrogations sur l'objet, l'unité et l'intérêt des Sciences sociales. La raison en est simple. On la trouve déjà dans Epictète qui ne voulait pas être stratège mais libre et, pour y parvenir, s'assignait le mépris de tout ce qui ne dépendait pas de lui. Dans la mesure où le pouvoir politique exprime l'existence de toutes les organisations qui contiennent l'individu et, donc, limitent et orientent une partie de ses comportements, l'homme s'est toujours demandé quel était l'abandon de souveraineté consenti et, surtout, si celui-ci était justifié. Cette question, sous ses différents aspects, anime à peu près tous les grands conflits de ce temps et explique les révoltes latentes ou avérées. C'est d'abord l'Etat qui se trouve en cause. Qu'en est-il de nos différentes démocraties, qu'elles soient libérales ou populaires? Quelle est la signification de

ces votes qui nous sont encore demandés. Les Bâtiments administratifs sont-ils encore peuplés d'individus dont le souci et la fonction sont d'assurer la plus grande liberté de choix au plus grand nombre ou n'abritent-ils plus qu'une majorité d'êtres assurant les conditions d'exercice et la pérennité de leur pouvoir? Pareto avait-il raison de définir la démocratie comme une ploutocratie démagogique ou s'était-il laissé emporter hors des beaux chemins de l'optimum pour céder aux périls de l'observation de nos systèmes sociaux en action? Et l'Etat n'est pas seul en cause, mais toutes les organisations qui s'interposent entre le «citoyen» et son appareil. L'existence de nos villes, de nos régions, de nos entreprises n'implique-t-elle pas une centralisation des pouvoirs et des autorités politiques qui rendent dérisoires nos soi-disant suffrages? Nos mandants, à tous les niveaux qu'ils se situent, font-ils ce que l'on désire ou nous persuadent-ils avec les moyens idéologiques et psychologiques dont ils disposent aujourd'hui que nos désirs ne sauraient devenir réalité?

C'est bien cette interrogation fondamentale sur nos libertés individuelles qui secoue aujourd'hui toutes les organisations sociales. Qui choisit nos règles du jeu et pourquoi? Qui réduit nos libertés et pourquoi? Est-ce l'Etat, les grandes entreprises, un petit nombre d'hommes parmi tous? Qui est l'esclave et qui est le maître? Peut-on être, sauf exception, d'intelligence, de fortune et de naissance, autre chose qu'un esclave? Et la révolte naît vite du sentiment de l'esclavage inévitable, des inégalités multiples que cet état provoque et sur lesquelles il se perpétue, s'il ne s'accroît pas.

Que l'on nomme le domaine de l'économiste Sciences économiques ou Economie politique ne change rien au fait qu'il n'est guère possible d'esquiver la question, au moins pour celui qui, consciemment, ne consent pas à se mettre au service d'un pouvoir et qui, comme le veut le proverbe Quaker, cherche une vérité à dire au Pouvoir¹. D'ailleurs, les constructions scientifiques achevées doivent leur cohérence et leur force au fait qu'elles donnent effectivement réponse à cette question. Elles le font, aujourd'hui comme hier, en maintenant le postulat de l'existence de deux pouvoirs et en posant entre eux des relations de dépendance différentes mais strictes.

1. La dualité des Pouvoirs économique et politique

La conception selon laquelle les deux pouvoirs sont dissociables et selon laquelle il existe entre eux des relations de dépendance stricte fonde les deux constructions achevées du siècle précédent : le Libéralisme et le Marxisme. Leur coexistence n'est

¹ Il va de soi qu'une telle attitude, énoncée et justifiée avec force par des hommes comme *Kenneth Boulding*, suppose qu'il existe une vérité indépendante des systèmes de pouvoir, c'est-à-dire, en définitive, une science économique.

pas, pour nous, un phénomène partiel mais, au contraire, le résultat inévitable de leur opposition apparente *et* de l'identité fondamentale de leur fonction sociale.

L'opposition des explications libérale et marxiste

Il n'est guère besoin de s'étendre longuement sur cette opposition. Mais il n'est pas inutile de montrer comment, en dépit d'innombrables efforts de réflexion et d'approfondissement, les conclusions libérales et marxistes restent inchangées et opposées dans l'explication des relations entre le pouvoir économique et le pouvoir politique.

Le credo libéral tient en quelques points d'une simplicité angélique et ambiguë. Le premier est précisément la séparation du pouvoir économique et du pouvoir politique. Ce ne sont point les mêmes individus, ou des individus en relation sociale permanente, qui animent ces deux pouvoirs aux fonctions bien séparées. L'Etat fixe les règles du jeu et gère les biens qui ne peuvent pas être individuels. Les entreprises opèrent la transformation des biens et du travail en biens, c'est-à-dire du travail en satisfactions. Le second est dans le rôle gracieux des entreprises: si elles sont nombreuses et de dimension comparable, chacune ne peut que recevoir le prix du marché et s'y conformer. L'existence des conditions d'une production optimale (au moindre coût) pour chacune d'entre elles est, en même temps, la garantie d'un optimum technologique social qui s'opère spontanément². Le troisième est dans la signification profonde du système des prix qui naît de la confrontation des ménages et des entreprises, de l'offre et de la demande. Celui-ci, on le sait, constitue le plus parfait des messages porteurs des préférences du grand nombre (appelées collectives), puisque mobile, fluctuant et sans coût. Par là même, à supposer que les préférences individuelles s'exercent sur des biens divisibles, finissent par être décroissantes en fonction des quantités consommées³, et, au moins, ordonnables, naît l'optimum collectif, ensemble de situations équivalentes optimales, pour une distribution des revenus donnée⁴. Le quatrième verset du credo libéral est dans l'énoncé de tous les gaspillages inhérents à des situations sociales où les hypothèses précédentes ne seraient pas vérifiées. Les actions souhaitables en découlent: la limitation la plus stricte possible du rôle de l'Etat

² A supposer que les coûts soient croissants. On sait que, faute de cette hypothèse, tout l'édifice de l'optimum collectifs s'effondre.

³ J. Austruy, «Le Prince et le Patron», critique avec force cette hypothèse en montrant que pour un grand nombre de biens, à commencer précisément par le Pouvoir, les préférences s'exercent sur des biens non divisibles et à utilité croissante.

⁴ Il n'est pas étonnant de constater le contraste entre les tonnes de littérature consacrées à perfectionner le modèle de l'optimum collectif en maintenant cette sujétion et la faiblesse de cette même littérature s'interrogeant sur la signification de cette «petite contrainte» si, précisément, l'optimum collectif est apprécié dans sa signification sociale et non dans son contenu.

(même en matière de répartition des revenus), l'assurance du jeu de la concurrence et le maintien de la liberté physiologique et psychologique des choix des consommateurs, alors définitivement souverains.

Le credo marxiste n'a pas besoin de davantage de versets pour affirmer sa totale opposition à la conception libérale. Le premier est que les deux pouvoirs sont en stricte relation de dépendance. La propriété privée des moyens de production fonde un pouvoir économique (celui des capitalistes) qui va assujettir à ses desseins le pouvoir politique. Celui-ci n'est autonome qu'en apparence. L'Etat tutélaire n'est que de façade : il est, en fait, au service du pouvoir économique. Le second est que ce pouvoir économique est incarné en un petit nombre d'organisations (les grandes entreprises) et, au-delà, en un petit nombre d'individus possédant et contrôlant ces entreprises. Le troisième est que les inégalités sociales ainsi provoquées sont bien trop fortes pour ne pas devoir être apprivoisées par un ensemble de contraintes mettant en branle le pouvoir idéologique et psychologique. Le pouvoir économique doit, en permanence, être à la fois masqué, légitimé et protégé. Le libéralisme n'est que l'idéologie légitimante du capitalisme. Le quatrième est de principe d'action : que soit supprimée l'institution (la propriété des moyens de production) qui est à l'origine de l'inégalité dont découle tout le jeu des pouvoirs, alors les choix vraiment collectifs, c'est-à-dire démocratiques, seront, enfin, possibles.

L'identité des fonctions sociales du libéralisme et du marxisme

Les deux explications, les seules cohérentes, proposées aujourd'hui à l'individu sont, donc, profondément opposées. Cette opposition nous semble cependant superficielle. En effet les deux thèses ont, au moins, trois caractéristiques communes. *La première* est dans la très inégale attention accordée aux différents systèmes sociaux qui s'offrent pourtant à notre observation. Si le libéralisme ne nous cache plus rien, dans les efforts théoriques qui en sont la nourriture et dans ses descriptions polémiques, des conséquences économiques et sociales de l'omniprésence bureaucratique de l'Etat politique dans les économies ayant aboli la propriété privée des moyens de production, il est beaucoup moins disert sur les inégalités de pouvoir patentes qui modèlent l'évolution des économies occidentales. Or il n'est pas douteux que l'histoire du développement de nos économies a été indissociable au 19^e siècle, comme d'ailleurs l'a fort bien noté Marx lui-même, des pouvoirs de décision étendus des entrepreneurs privés ; il ne l'est pas plus qu'on ne peut, aujourd'hui, interpréter les préférences sociales effectives (révélées si on préfère) sans référence aux centres de pouvoir économique privilégiés que sont les grandes entreprises nationales et multinationales, celui des Etats et des groupes d'Etats, pouvoirs entre lesquels des relations fort nombreuses et intenses existent.

En un certain nombre de domaines (grandes matières premières, énergie notamment), il est même de plus en plus difficile de savoir si les Etats représentent les grandes entreprises de leur nationalité ou si ces entreprises ne sont pas, en des circonstances difficiles, les ambassadeurs de ces Etats. La résurgence du pouvoir politique dans les économies occidentales et son imbrication de plus en plus étroite avec les pouvoirs économiques se prêtent de plus en plus mal à une interprétation et une justification libérale plutôt affaiblie que renforcée par l'abus des virtuosités mathématiques.

Mais le jeu est le même du côté des exégètes marxistes. Si l'évolution des sociétés occidentales y est appréhendé avec, sans doute, encore plus de soin et de souci de vérité profonde qu'il y a encore une génération, il n'est guère de manifestations de lucidité nouvelle à l'égard de l'émergence et du développement du pouvoir bureaucratique dans les économies dites planifiées. Or, on sait désormais que la bureaucratie est le moyen d'exercice d'un pouvoir de groupe tout comme l'a été et le reste la propriété privée des moyens de production. Par la censure de l'information, le choix des messages émis, celui des modalités de la centralisation (appelée décentralisation pour la circonstance), le népotisme inévitable, le sectarisme qui fait le bon militant politique de carrière, la bureaucratie peut incarner, protéger et perpétuer le pouvoir spécifique d'une caste en renouvellement continu mais tout aussi planifiée, plus sans doute que l'économie en cause. Et l'on sait que les objectifs varient selon l'intensité du pouvoir détenu. Cette évolution ne ressemble guère avec la seule prophétie marxiste abondamment développée : celle du dépérissement de l'Etat.

Ainsi l'attitude est la même. Le Paradis et l'Enfer. L'Enfer c'est l'autre, s'il triomphe. Enfer aujourd'hui libéral pour nos marxistes ; demain marxiste, si ces derniers arrivent à faire la révolution qu'ils espèrent, pour nos libéraux ; Paradis acquis et à défendre pour les deux, selon l'endroit où ils se trouvent.

On trouve ici la *seconde* caractéristique commune des deux thèses. Elle est dans leur définition du Paradis qui est identique : le Paradis s'obtient avec la disparition du pouvoir politique, celle de l'Etat, soit que celui-ci doive voir, pour les libéraux, ses attributions limitées dans les économies capitalistes, soit qu'il disparaisse sans effort, une fois la révolution opérée, pour les marxistes. L'absence de pouvoir politique permet évidemment l'élargissement du champ des libertés de choix individuels. Telle est bien la situation déjà décrite par la Bible. Dans les deux thèses, la réalité sinon la volonté démagogique est évidente. Qui voudrait ne pas souhaiter une telle situation ? Qui refuserait de rêver ?

Mais l'utopie est au collectif ce que le rêve est à l'individuel. Les deux thèses ne sont pas seulement démagogiques, elles sont aussi utopiques, leur *troisième* caractéristique commune. Elles accréditent toutes deux l'idée que le pouvoir politique, le pouvoir tout court, est inutile, qu'il n'est qu'une déviation (sans doute sadique) de l'homme, possédant ou dirigeant, et qu'il est possible d'en faire

l'économie en choisissant des modes d'organisation et surtout des systèmes de valeur (la responsabilité de l'homme libéral, l'altruisme fraternel de l'homme marxiste) appropriés.

On ne peut alors s'étonner du succès de ces deux explications, trop suspectes pour n'être qualifiées directement d'idéologies. Chacune cautionne certes un système de pouvoir déterminé, mais le fait en proposant aux individus ce dont ils ont toujours eu envie et besoin : l'utopie démagogique de la liberté individuelle infinie «que tout dépende d'eux». On ne saurait être mieux assuré du succès qu'à cette condition. L'idéologie, pour réussir, doit faire rêver. Les hommes n'ont pas toujours le temps de se réveiller, et il n'est pas sûr qu'ils aient l'envie de vivre éveillés. Il nous semble, pourtant, que ce rêve leur sera de plus en plus difficile : l'évolution humaine a toujours traduit la permanence du pouvoir. Aujourd'hui, elle en montre aussi l'intensité croissante.

2. L'unité et la croissance du pouvoir

La distinction entre quatre types de pouvoir trouve son illustration la plus naturelle et la plus spontanée dans l'observation de cette organisation particulière qu'est la Nation. Mais elle vaut pour toutes les autres. Que l'on étudie cette organisation économique et sociale de base qu'est la famille jusqu'à ces nouvelles institutions que sont les organisations mondiales (UNO, UNESCO), il est à la fois possible et fort utile de dissocier les phénomènes de pouvoir économique, politique, idéologique et psychologique qui en assurent l'existence. Et il est facile de constater que l'on retrouve toujours l'influence de ces quatre pouvoirs même si, selon les organisations, leur importance relative et les relations qu'ils entretiennent diffèrent.

Dès que l'on abandonne cette référence exclusive à l'Etat Nation qui gouverne la plus grande partie des efforts consacrés à l'analyse du pouvoir, tant par les sociologues, les politicologues et les économistes, au moins deux constatations s'imposent. La *première* est dans l'intime relation entre l'existence d'une organisation et l'ensemble de ces phénomènes de pouvoir. Toute organisation exprime la conquête d'un ordre, au sens précis de la thermodynamique dont le deuxième principe, on le sait, établit que dans un système clos le désordre est inévitable, l'ordre l'exception heureuse et pénible. L'existence de l'entropie dans tout système clos suggère de toute organisation, à commencer par celle que représente l'être isolé, la définition selon laquelle il s'agit d'un «exemple fort improbable de néguentropie». Et toute néguentropie en ce qu'elle est un échec au principe du désordre croissant implique une énergie, une force en action destinée précisément à rassembler les hommes, à organiser leurs rapports réciproques ainsi que les relations qui les unissent aux biens. On a, ici, selon nous, la définition et la finalité profonde du pouvoir comme ensemble de forces destinées à ordonner un domaine

infinitésimal de l'espace-temps en une organisation. Le pouvoir est l'expression et la réunion de toutes les forces intégrantes qui parviennent ici ou là et jamais pour longtemps de pallier l'entropie.

Si l'on admet cette définition et plus encore cette explication de l'existence du pouvoir, il est une seconde constatation qu'il est difficile de ne point faire : celle du nombre et des formes et celle de l'intensité du pouvoir nécessaire au maintien de la cohérence de toute organisation. Il suffit d'étudier la plus biologique d'entre elles (le couple) pour s'en convaincre. Que l'on songe à l'amoncellement des contraintes économiques, sociales, juridiques, et donc politiques, qui ont été nécessaires pour assurer le développement et la survie d'une institution dont la nécessité semble, pourtant, naturelle. La constitution des premières entreprises industrielles est un autre exemple de l'intensité du pouvoir qui fut indispensable à leur avènement. Qu'est-ce que l'accumulation primitive sinon cette situation particulière où la réunion des premiers prolétaires et des premières machines a pu s'opérer sous l'influence du jeu de multiples contraintes convergentes ? En réalité, il n'est pas d'ordre en ce monde qui, non seulement implique un désordre plus élevé encore ailleurs, mais encore exige, là où il se produit, la convergence de ces forces intégrantes aux points d'application variés en chacun de nous (économique, politique) qui s'appelle le pouvoir. Ainsi, dans la mesure où l'Histoire humaine n'est que la narration d'une aventure ordonnée, il n'est pas étonnant qu'elle soit indissociable du pouvoir, au contenu variable mais à la finalité permanente et inchangée. Alors peut surgir une interrogation moins sur l'évolution des formes de ce pouvoir que sur celle de son intensité : n'y a-t-il pas dans l'évolution historique actuelle, au moins depuis la Révolution industrielle, la manifestation d'une résistance sans cesse croissante de notre univers (matériel et humain) à être ordonné ? N'y a-t-il pas de multiples manifestations de la croissance permanente de l'intensité du pouvoir ? Nous le pensons et proposons du phénomène les explications suivantes :

La première cause de l'intensité croissante du pouvoir n'est autre que l'*expansion démographique*. Nous n'avons aucune crainte de céder au péril des analogies en admettant que l'entropie est d'autant plus grande et rapide que le nombre des hommes à réunir est important et, donc, que le pouvoir qui l'annule doit être d'autant plus intense. Il suffit, en effet, de vivre dans nos espaces aujourd'hui encombrés, où non seulement les esprits mais aussi les corps s'empêchent, pour y éprouver la diversité des modalités et l'intensité croissante du pouvoir.

Or l'expansion démographique est au cœur de l'histoire humaine⁵. Toute accumulation de nos connaissances et de nos moyens d'action sur le milieu naturel

⁵ C'est ce que nous avons déjà soutenu, en montrant les conséquences pour la théorie de la croissance, dans «Théorie générale du Capital, de la Croissance et des Fluctuations», *Dunod*, Paris 1970. Plus généralement encore, une théorie de l'accumulation et de la croissance qui n'intègre pas les phénomènes démographiques est «en l'air».

s'est toujours accompagnée, d'abord, de l'accroissement du nombre des êtres humains, comme si nos comportements, pour individuels qu'ils semblent être, convergeaient au point de nous faire croître numériquement comme n'importe quelle autre espèce animale, logistiquement. Encore que notre spécificité demeure dans la capacité que nous avons de transformer le milieu, c'est-à-dire de repousser vers le haut cette contrainte de saturation que représente le plafond de toute logistique. Il reste que nous n'avons pas la preuve certaine qu'au niveau de l'espèce humaine, le produit par individu ait réellement augmenté, alors que la différence entre la croissance du produit total et celle du produit par tête est patente: les hommes prolifèrent d'abord, ils légifèrent ensuite.

Et cette législation n'en est que plus difficile. Dans toutes les organisations, communautés urbaines, entreprises, Nations, pour ne citer ici que les plus traditionnelles, la croissance du nombre appelle des pouvoirs croissants et, surtout, rend nécessaires des nouveaux modes d'agencement des rôles et des activités. Cette croissance du nombre explique, pour nous, que les innovations majeures du 20^e siècle n'apparaîtront pas comme d'origine technique ou technologique, au même titre que celles du 19^e siècle. Si l'on fait exception de l'énergie atomique, les nouvelles conquêtes les plus importantes du savoir humain apparaîtront avec clarté, dans peu de temps, comme étant celles qui auront permis de maintenir l'ordre dans les organisations en dépit d'un nombre croissant, c'est-à-dire les grandes entreprises avec leurs méthodes de planification stratégique et les Etats avec leur planification plus ou moins impérative. On en voit d'ailleurs dès aujourd'hui la signification et la portée. Les hommes, dans toutes les organisations, cherchent ces méthodes de gouvernement qui assurent la convergence d'activités de plus en plus diverses et multiples vers la réalisation de certains objectifs. Lorsque ces méthodes réussissent, l'organisation devient grande, c'est-à-dire à la fois plus efficace et plus grande que les autres, qu'il s'agisse des Nations comme des grandes entreprises nationales ou multinationales. En ce cas, le pouvoir va au pouvoir. Mais ces méthodes sont rares et aucune croissance n'est à l'abri de défaillances. Celles-ci sont même d'autant plus probables que l'organisation est devenue «grande»: la probabilité de l'entropie croît avec la dimension.

Cette croissance du nombre des individus n'a pas simplement appelé les méthodes nouvelles ayant permis d'accroître la dimension de nombreuses organisations existantes. Elle a aussi rendue nécessaire la création de nouvelles. Le temps est désormais lointain – et le sera toujours davantage – où les hommes, pour être rassemblés, se suffisaient de l'Etat, de l'entreprise, et de la famille. Aujourd'hui, leur cohésion implique des Syndicats (patronaux et ouvriers), des Fédérations, des Caisses (nationales, professionnelles, sociales, d'assurance...), des Organismes nationaux ou internationaux, des Ministères plus ou moins autonomes de l'Etat qu'ils constituent... La preuve se fait que la multiplicité des intérêts d'individus de plus en plus nombreux ne saurait être traitée par le petit nombre des

Organisations traditionnelles, mais implique et explique la diversification, elle-même croissante, des institutions et des organismes nécessaires au maintien de notre cohésion. Ce n'est là qu'une autre conséquence de notre expansion démographique où les hommes, de plus en plus nombreux, voient leur liberté limitée d'abord par celle des autres, ensuite par les méthodes nécessaires à maintenir la cohésion d'organisations de grande dimension, enfin par les inévitables relations qu'ils doivent entretenir avec les nouvelles organisations.

Une seconde cause de l'intensité croissante du pouvoir est dans l'accumulation des biens qui suit celle des hommes. Cette accumulation présente, en effet, deux aspects qui concernent très directement l'évolution du pouvoir. Le premier est suffisamment connu pour qu'il soit simplement indiqué: celui de la complexité croissante des processus de production et d'affectation des biens qui suit et accompagne l'accumulation. C'est cette complexité croissante qui appelle de nouvelles organisations de contrôle et de révision des décisions économiques et sociales. Le second est celui des modifications inévitables dans la nature des biens matériels ainsi créés et accumulés. Avec l'accélération de la croissance, la distinction fondamentale des biens individuels et collectifs fait sentir tous ses effets. Certes, celle-ci existe dès les premiers Etats de l'Antiquité, c'est-à-dire les premières villes. Les quatre éléments urbains qui portent chacun une des modalités privilégiées du pouvoir sont des biens collectifs par excellence qui incarnent, personnifient et rendent possible la Cité. Mais leur nombre reste limité et les conditions de leur utilisation d'autant plus simples que le nombre d'utilisateurs est, à la fois, limité et relativement constant. Avec la croissance, vont apparaître des biens dont la différence essentielle est dans leur degré d'indivisibilité. Il y a des biens divisibles, à la mesure de la création, de la détention et de l'utilisation individuelles; des biens totalement indivisibles, dont la définition implique d'ailleurs l'organisation de référence (l'Espace, la Nation), et des biens partiellement indivisibles, dont l'utilisation concerne un nombre donné d'individus.

De ce degré d'indivisibilité dépendent, en définitive, les modalités de la maîtrise de ces biens, au moment de leur création puis durant leur vie. Les biens indivisibles appellent la tutelle de l'Etat et sont, en effet, nommés tutélaires. Ils vont donc impliquer la croissance des modalités politiques du pouvoir puisqu'il faudra, non seulement gérer des biens, mais justifier les procédures de délégation de cette gestion. Les biens partiellement divisibles appellent, eux, des organisations intermédiaires qui sanctionnent l'intérêt particulier de ces biens pour un groupe d'individus. Il n'y a guère que les biens divisibles qui voient le Ménage rester un centre de décision effectif. La complexité croissante des modalités du pouvoir, tout comme son intérêt, dépendent donc, en définitive, de l'importance absolue et relative des biens indivisibles. Or celle-ci ne saurait que s'accroître, et cela pour deux raisons essentielles:

La première n'est qu'un aspect supplémentaire de l'expansion démographique.

Celle-ci ne saurait s'effectuer sans que, simultanément, ne s'accroissent les communications entre les hommes. Or ces communications impliquent ces «voies» aériennes, terrestres ou marines, constituant ces biens collectifs par excellence, d'autant plus difficiles à gérer qu'ils sont utilisés aux transports des hommes et des biens. Il n'est guère d'effort à faire, en ce point, pour penser que le développement des voies de communication jouera un rôle analogue en cette fin de siècle à celui des premières industries manufacturières il y a un siècle. Notre capacité de croissance (hommes et biens) va dépendre toujours davantage de nos capacités à organiser la circulation de nos biens à l'intérieur de notre espace habité. De même est-il désormais patent que les choix et les modalités de la gestion de ces biens collectifs particuliers vont devenir essentiels, surtout si on ajoute aux biens matériels les biens immatériels, et d'abord l'information. Sans aucune peine, on retrouve ici l'entropie et l'explication qu'elle permet de donner de la fréquence des tubes cylindriques dans toutes nos communications. Le tuyau et le câble maintiennent physiquement l'entropie à distance. Les décisions de création et d'utilisation de tous les cylindres dans lesquels sont désormais enserrées nos activités et leurs résultats vont devenir, si elles ne le sont déjà, le souci essentiel du pouvoir.

La seconde est davantage le résultat de l'accumulation des biens que de celle des hommes. Celle-ci rend, en effet, nécessaire une accumulation préalable des connaissances dont la transmission est à l'origine d'un autre bien collectif (l'Education). C'est la traduction, dans l'ordre de l'immatériel, des processus de communication dans l'univers matériel. L'organisation de la circulation de la connaissance, de sa création, de son utilisation va rendre nécessaire, quels que soient les moyens utilisés à cet objectif, l'exercice d'un pouvoir croissant.

Il est, enfin, à ce phénomène, une troisième cause, intime aux évolutions inévitables des psychologies individuelles et collectives, c'est-à-dire aux systèmes ou niveaux d'aspiration et d'attente des individus dans nos économies en développement continu. L'exercice du pouvoir est d'autant plus nécessaire que sont fortes les exigences individuelles et, notamment, telles qu'elles ne puissent pas être satisfaites. Or, un grand nombre de caractéristiques de notre évolution actuelle et, semble-t-il, future, jouent en faveur d'une élévation sensible des niveaux d'exigence.

Il n'est pas besoin d'insister à nouveau sur le rôle joué par la prolifération de nombreux biens et celle de leur variété. Ce phénomène ne fait sans doute qu'accroître le jeu de ce que l'on a appelé le principe d'insatisfaction, selon lequel l'homme, s'habituant à ce qu'il a, vit, en définitive, dans l'insatisfaction permanente de ce qu'il n'a pas. La différenciation continue de tous les biens étend aujourd'hui à tout l'univers matériel cette insatisfaction qui atteint, pour les plus doués, des niveaux conduisant à la révolte.

Cette insatisfaction ne saurait être dissociée de l'inégalité. Elle serait sans doute beaucoup moins vive qu'elle ne l'est aujourd'hui dans la plupart des sociétés

pourtant «riches et croissantes», si elle n'était pas provoquée et attirée par les inégalités des situations de revenus, de fortune et de travail. Mais ces inégalités elles-mêmes sont indissociables des croissances exceptionnelles connues depuis près de deux siècles. Toute histoire est issue d'un pouvoir. Et toute histoire de la croissance est ininterprétable, sinon en termes d'avantages attendus et obtenus du titulaire des différents pouvoirs, selon les niveaux hiérarchiques où ils sont situés.

En dépit des utopies légères que connaît ce thème, tout pouvoir a tendance à abuser plus qu'à user. Et tous nos efforts ne peuvent guère être de réduction des inégalités, de façon à les rendre tolérables (ce qui implique l'exercice d'un pouvoir politique à l'intérieur de toutes les organisations).

On ne saurait, enfin, ne pas insister sur les effets de l'information dans ce domaine. L'insatisfaction procède des inégalités connues. C'est pourquoi tout pouvoir cache ses avantages. Or les moyens de communication se sont accrus et diversifiés de façon telle qu'il est désormais bien difficile aux inégalités de rester longtemps cachées. On trouve ici le rôle ambigu ou plutôt dialectique de l'information. Celle-ci assure aujourd'hui, notamment par l'informatique, la cohérence de toutes nos organisations et pourrait être utilisée de façon plus efficace encore. Mais, en même temps, elle provoque des exigences et donc des insatisfactions croissantes par l'envie que sa propagation généralise.

Ainsi, à considérer le jeu simultané de l'accroissement du nombre des êtres humains, de l'accumulation des biens qu'exprime la croissance et de l'augmentation inévitable des niveaux moyens d'exigences et d'insatisfaction, les espoirs distillés ou assénés (selon les jours et les moyens de communication) par les thèses libérales ou marxistes paraissent encore plus utopiques et démagogiques qu'il ne convient, même à des rêves. Il est proprement impossible que l'espèce humaine, emportée avec évidence par une aventure d'expansion généralisée et conjointe du nombre, des biens accumulés et des exigences, c'est-à-dire des pulsions motrices, puisse vivre son devenir sans que le pouvoir, aussi et avant tout autre phénomène, ne doive croître. Jamais, croyons-nous, l'Etat ne déperira, pas plus que le consommateur restera ou deviendra souverain. L'état actuel de la plupart de nos nations implique déjà plus de pouvoir qu'il n'en est exercé et, sans doute, selon des modalités différentes de celles qui existent.

A voir les révoltes que provoque précisément cette montée progressive du pouvoir, il n'est que deux évolutions possibles, soit que l'entropie triomphe plus vite que prévu – et que les systèmes humains se désagrègent – soit que le pouvoir s'accroisse dans les prochaines décennies: cette dernière hypothèse est la plus vraisemblable avant que l'homme, s'il le peut, devienne aussi maître de son devenir démographique et génétique.

Résumé

Pouvoir économique et pouvoir politique

La dissociation des différents types de pouvoirs, à commencer, précisément, par celle de pouvoir économique et de pouvoir politique, est relativement récente. Elle ne s'est franchement imposée qu'à partir de la révolution industrielle qui a vu se développer et s'affirmer le pouvoir économique. Quelle que soit la définition du pouvoir (mais on retiendra celle que l'on peut considérer comme la plus générale: le pouvoir d'un individu ou d'un groupe sur un autre individu ou sur un autre groupe étant la capacité à faire faire à l'autre ce que l'on désire et/ou empêcher l'autre de faire ce que l'on redoute), les relations existantes entre les diverses formes du pouvoir et, notamment, les deux que l'on retient, peuvent être considérées de deux manières différentes. On a pu longtemps soutenir l'existence de deux types de pouvoirs distincts et, ainsi, analyser leurs relations. Cette analyse est, finalement, commune aux deux grands courants de pensée du 19^e siècle: la pensée classique et néo-classique d'une part, la pensée marxiste d'autre part. Bien que les modes d'analyse et les conclusions auxquelles parviennent ces deux courants soient profondément différents, il demeure que ces deux types de pouvoirs sont mis en scène et leurs relations étudiées. Ces relations constituent même, dans les deux cas, le fondement d'un type d'évolution économique et sociale prévu et souhaité. On notera même que dans ces deux cas le paradis sur terre à trouver ou à retrouver suppose la disparition des phénomènes du pouvoir.

On peut, en second lieu, considérer que l'essence du pouvoir est inséparable de l'existence de toute organisation. Si l'on définit en effet toute organisation, au moyen de laquelle les hommes ordonnent et font converger vers un ou plusieurs objectifs leur activité, comme une manifestation improbable de néguentropie, toute dissociation entre plusieurs pouvoirs apparaît comme une typologie nécessaire mais secondaire sinon fallacieuse. En réalité, les diverses manifestations du pouvoir politique, économique, religieux, concordent à perpétuer la vie et à développer toutes les organisations, qu'il s'agisse de l'entreprise traditionnelle, de la Nation et, par-delà, de la totalité de l'espèce humaine. Ces diverses formes du pouvoir ont des rôles différents et, par là même, des relations diverses selon l'état du développement économique et social, c'est-à-dire à la fois selon le nombre des hommes dont il faut coordonner l'activité, selon l'objet même de ces activités et selon les normes sociales ou les systèmes de valeur qui s'imposent plus ou moins directement à eux.

Zusammenfassung

Wirtschaftsmacht und Politische Macht

Die Unterscheidung zwischen Wirtschafts- und politischer Macht hat sich seit Beginn der industriellen Revolution zunehmend durchgesetzt. Die klassische und neoklassische Schule des 19. Jahrhunderts sowie die marxistische Gedankenrichtung interpretierten beide Machtarten als unabhängig voneinander, zogen dagegen bei der Analyse der Machtbeziehungen zueinander völlig unterschiedliche Schlussfolgerungen.

Andererseits kann Macht an sich als untrennbar von allen Organisationsformen betrachtet werden; denn jedwede Manifestation ökonomischer, religiöser und politischer Macht hat ein Ziel: die Entwicklung von Organisationen, von traditionellen Unternehmen, vom Staat, von der ganzen Menschheit. Die Machtformen haben verschiedene Rollen, und die geschaffenen Beziehungen werden wiederum weitgehend vom Zustand der ökonomischen und sozialen Entwicklung bestimmt.

Summary

Economic Power – Political Power

Economic and political power have been considered as two separate forms of power only since the beginning of the industrial revolution. Both, the 19th century classical and neoclassical, as well as the marxistic, school of economic thought viewed the two powers as distinctly different from each other. In analyzing their relationship, however, both schools of thought came to fundamentally different conclusions.

It can also be argued that the essence of power cannot be separated from any organization, inasmuch as all manifestations of economic, religious, and political power aim at developing organizations, i. e., traditional enterprises, the state, mankind in general.